

Michel Simon, section de Rosporden, 27-28/09/2009

## A propos de la préparation des Régionales

Les appréciations de Jean-Pierre Demaimay sont très proches de mes propres réactions. Je n'y reviendrai donc pas. Comme lui, je trouve le débat plus que malencontreusement engagé par un texte certes intéressant et utile, mais qui donne le sentiment que tout est décidé et qui, gravitant beaucoup autour des problèmes de tactique, risque de bloquer sur ces derniers la discussion (ou plutôt, je le crains, la bagarre interne). Or, pour moi, la base de discussion prioritaire pour tous les communistes, ce sont tout de même les travaux du dernier CN, et le responsabilité première des directions est de permettre à tous les communistes de s'en approprier l'essentiel et de rester informés de l'avancement des discussions, chacun restant naturellement libre de son jugement (l'argument d'autorité, c'est fini). Ou alors, il n'y a plus de Parti au sens national du terme.

Or, ce qui ressort du dernier CN, c'est qu'on ne peut décider de la tactique et des contenus qu'en fonction d'un débat de fond sur la situation politique générale, la mise en œuvre notre stratégie et la déclinaison dans chaque région de nos orientations nationales, compte tenu de la spécificité des situations concrètes. Quelques observations dans cet esprit.

### *1. Sur la situation et le projet*

- Je n'évoquerai ici aucune proposition programmatique précise : d'autres sont bien plus compétents que moi. Je prépare une note sur l'enseignement supérieur et la recherche, dont l'absence dans nos préoccupations et dans le texte envoyé aux secrétaires de section continue de me stupéfier, surtout dans une région en pointe pour le niveau et la réussite scolaires, avec trois universités, un fort maillage d'enseignement post-bacs et des centres de recherche de niveau national et international. Mais on ne peut entrer dans ce travail si important sans en même temps se mettre d'accord sur le fond politique.

- Le CN nous propose de placer le projet au centre et d'articuler étroitement démarche nationale et élections régionales. C'est une vraie révolution dans la façon d'aborder cette échéance électorale majeure. Rappelons une évidence : un programme ne peut se décider entre « gens qui savent », au risque de tomber carrément à côté de ce qui compte le plus pour celles et ceux auxquels on s'adresse. Quelles rencontres avec les populations, les salariés des entreprises, et avec les militants les plus en phase avec elles (au premier chef, les syndicalistes) ? Il faut aussi, bien sûr, rencontrer (sans exclusive ni préalable) les diverses composantes de la gauche politique, dont naturellement le P.S. et nos partenaires du Front de gauche. Où en sont les uns et les autres ? Nous avons besoin de le savoir pour mieux faire bouger les lignes et, en fin de course, décider.

- Le texte dit « courrier aux sections » évoque à plusieurs reprise 2004. Or depuis, il y a eu 2005 (« non » au référendum), 2007 (une droite qui en proportion des inscrits gagne - sur 2002 - 24% chez les ouvriers 23% chez les employés, 24% dans les professions intermédiaires, 24% chez les enseignants)<sup>1</sup>, l'ouverture en grand de la crise, puis enfin les européennes. C'est une droite sarkozyste, pugnace, idéologiquement très structurée et (souvent) talentueuse (voir son chef) que nous allons affronter, non la droite molasso-chiraquienne de 2004. Si l'on ne mène pas contre cette droite la bataille d'idées, la bataille de classe, la bataille politique au sens plein du terme, nous ne mobiliserons pas celles et ceux qui veulent un vrai changement, nous serons battus et, pire, nous aurons failli à notre mission. La droite régionale va faire assaut de démagogie (trop d'argent mal dépensé, initiatives bridées, etc.). Qui d'autre que nous est en mesure de la démasquer sur le fond, avec la pugnacité (la pu-

---

<sup>1</sup> C'est la poussée de la participation (69% d'exprimés en 2002, 82, 5% en 2007, un record depuis l'époque gaulliste) qui explique cette progression de la droite. La gauche (en proportion des inscrits) ne recule pas et gagne même quelques points. La droite ne progresse donc pas à son détriment. Mais, dans toutes les catégories sociales, c'est elle qui bénéficie pour l'essentiel de la mobilisation exceptionnelle d'un peuple inquiet, en quête d'une issue politique. De quoi faire réfléchir...

gnacité de classe) nécessaire ? Quelle que soit la configuration retenue, nous devons garder les mains libres pour mener notre propre campagne.

- Tel que je le lis, ce texte me semble dire : on a bien travaillé, mais il faut aller plus loin (je force le trait). Or je crois qu'on ne gagnera qu'en disant : on a bien travaillé (du moins nous le pensons), mais il faut changer de braquet, car l'heure, en Bretagne comme dans le pays, est à un changement complet de cap par rapport aux logiques voulues par le MEDEF et la droite. Je renvoie à ce qui est dit dans le rapport au CN sous la rubrique « Premier enjeu : un enjeu de projet ».

- La qualité du bilan de nos sortants (et de la région en général) ne fait pas de doute à mes yeux. Je m'en convaincs chaque jour davantage à mesure que j'en suis mieux informé. Il faut impérativement le faire connaître et le valoriser. Ce n'est toutefois pas mon opinion ni celle des élus et militants qui comptent, mais celui des catégories les plus concernées : attendons nous dans les réunions à des surprises. Allons-nous endosser, sous prétexte de solidarité de gestion, les ambiguïtés et les faiblesses de nos partenaires, telles qu'observées par les gens sur le terrain (exemple : Poignant et l'hôpital, mais ma vue est trop locale, il y a sûrement d'autres cas) ? Pour les gens, le Parti communiste ou le Parti socialiste, ce sont aussi les responsables et élus qu'ils connaissent, et ils jugent les discours et ceux qui les prononcent à travers ces lunettes là, en fonction des attitudes et des actes. Ont-ils tort ?

- On ne gagnera pas de toute façon sur le bilan, pour deux raisons.

\* Les gens, en particulier des catégories sociales et professionnelles pour lesquelles nous travaillons en priorité, jugent d'un bilan à l'aune de leurs attentes, de leurs frustrations et de leurs colères. Se rappeler 2002 : ce qu'avaient fait Jean-Claude pour la SNCF, Marie George pour les sports, Michèle pour le tourisme, c'était bien, antilibéral et tout. Mais les lieux de décision décisifs étaient ailleurs. Il y a eu Vilvorde, « l'équilibre », le « gagnant-gagnant » sur les 35 heures, « l'Etat ne peut pas tout faire »... Nous avons été entraînés dans la débâcle. Ce n'est pas mécaniquement transposable. Mais tout de même...

\* Le bilan (et les propositions) tels qu'exposés dans le texte portent sur ce qui est institutionnellement du ressort des compétences régionales. Or ce qui tenaille les gens, c'est l'emploi, les salaires, la Sécu, le système public de santé, tout domaines hors compétences régionales, sinon à la marge. Ce n'est pas le cas, à ma connaissance, du logement, ni bien entendu des transports, encore qu'en ces domaines, la Région ne peut pas tout. Imaginons, en cours de campagne, une réunion avec des salarié(e)s, en lutte ou non, avec des militants des boîtes qui parlent salaires, précarité, conditions de travail, etc. Allons-nous dire : c'est hors sujet, car hors des compétences régionales telles que définies par la loi ? Réponse inévitable : ah bon, vous n'y pouvez rien, inutile que je me dérange dimanche...

- Autre chose est de répondre : voici ce que, compte tenu de ses compétences, la Région peut faire, en concertation avec vous. Pour le reste, il faut créer le rapport de forces, ensemble, avec les populations, les élus, etc. (voir le rôle de Gérard Perron et de ses camarades aux côtés des SBFM). Exemple : les luttes contre les licenciements et les délocalisations. J'avance timidement une suggestion (car en ces domaines, je suis nul, ou pas loin). Pourquoi ne pas envisager au niveau régional une cellule d'alerte et d'intervention (je pense que le budget régional le permet) avec pour objectifs un inventaire général des « meurtres dans l'ombre » qui se multiplient, la facilitation, avec les syndicats et les collectivités, des mises en commun et des solidarités qui se cherchent, et la mise à disposition, auprès des salariés, des capacités d'expertise et de conseil qu'elle peut mobiliser (j'ai participé à une bataille de ce genre dans le 77, avec notre camarade Serge Brunel) ?

- Question : jusqu'où les socialistes sont-ils prêts à aller avec nous sur ce terrain. Où en est-on avec eux sur la politique industrielle, le refus du tout-tourisme, l'hôpital (rôle de Claude Evin au niveau national), etc. ? Peut-on faire comme si, au plan national et a fortiori européen, il n'y avait pas un contentieux lourd entre le PS (je ne dis pas : « les socialistes ») et nous ? Quelles en sont les retombées au niveau de politiques régionales ? Est-il vrai que tout baigne, comme semble dire un texte excessivement euphémique ? Je ne dis pas que ces difficultés sont insurmontables. Encore faut-il les faire connaître aux camarades et en débattre publiquement si on veut faire bouger les lignes.

- Une des faiblesses du texte et de notre communication sur les questions régionales et de ne pas marquer suffisamment à la fois l'importance (bilan en mains) et les limites de ce qu'on peut faire au niveau de la Région. Va-t-on s'interdire d'évoquer le problème du débouché politique, inséparable pourtant du combat des régionales ? Et là, il faut bien mettre les points sur les i. On semble d'accord pour interdire aux entreprises qui font des profits de licencier et de délocaliser. Mais que fait-on, si les instances européennes l'interdisent au nom de la liberté d'établissement, ou le Conseil constitutionnel au nom du droit de propriété, tel que défini par lui en fonction d'une interprétation à la limite falsificatrice de la Déclaration de 1789 ? Pas question de gauchir notre propos pour complaire au NPA et tous autres, dans le souci de faire capoter par avance tout accord avec les socialistes. Mais pas question non plus s'enfermer dans un discours socialo-compatible, comme le fait trop le texte envoyé aux sections, au risque de rendre inintelligible notre démarche de fond et de nous voir opposer un : « du blabla, tous les mêmes, sauf peut-être le facteur... » ?

### **Premier tour ? Second tour ? Alliances ?**

- Ce qui me soucie en priorité, à cette étape, c'est ce que nous allons dire dans la préparation de la campagne (au diapason des luttes où nous sommes autant que nos forces le permettent) et dans la campagne elle-même, où l'expression propre du Parti me semble un impératif absolu, et cela dans tous les cas de figure.

- Je suis pour le rassemblement le plus large possible, pour des fronts où l'on s'accorde sur ce qu'on peut faire ensemble (voir la Poste), pour les compromis positifs que cela suppose, dès lors qu'ils s'inscrivent dans la perspective de reconstruction d'une vraie gauche à vocation majoritaire. Cela vaut évidemment pour la Région et son exécutif. Mais quelle que soit notre décision finale, il va falloir l'expliquer sans arrondir les angles et sans faux-fuyants.

- Conséquence : sur l'idée de liste commune avec les socialistes dès le premier tour, je suis pour le moment plus que perplexe. J'entends les arguments qui vont dans ce sens, mais j'en vois aussi les difficultés. Comme Jean-Pierre Demaimay, je me pose la question : si nous développons nos propres orientations, si nous expliquons dans un langage unitaire les points qui font problème avec nos partenaires de gauche, et si nous appelons les populations et prioritairement les catégories populaires à soutenir nos efforts et ceux de nos élus, comment en même temps ne pas leur permettre de s'exprimer sur ce point au premier tour ? A quelles édulcorations nous contraindrait l'appel à voter dès ce premier tour la reconduction de « l'équipe conduite par Jean-Yves Le Drian » (texte envoyé aux sections, page 9, ligne 2 ; il y a quand même des limites à tout) ? Est-ce ainsi qu'on pense redonner du « punch » au Parti et regagner en confiance auprès d'électeurs en quête de voies nouvelles ? Quel boulevard pour les Verts et pour le NPA, qui pourra se retourner vers ceux qui voyaient dans notre démarche l'espoir de renaissance d'une gauche vraiment à gauche et pourra leur dire : « On vous l'avait bien dit, ils sont indécrottables »... Quel gâchis, et quelle hypothèque pour l'avenir ! Est-on sûr, au demeurant, qu'une liste avec le PS dès le premier tour constitue une assurance tout risque pour nos huit sortants ? Que feront ceux qui nous soutiennent ? Et *quid* des dents longues des Verts ?

Mis en forme :  
Couleur de police :  
Noir

- Pas question en tout cas d'un dispositif-baillon. Pas question de sembler en rester aux recettes du passé. Pas question de faire du PS notre interlocuteur unique. Dans tous les cas, nous visons le rassemblement à gauche le plus large, sans préalable ou exclusive, ouvert à toutes les forces (syndicales, associatives, etc.) œuvrant à la transformation sociale. Pas question non plus de s'enfermer dans « une gauche de la gauche » excluant toute discussion et tout accord avec les socialistes. Je ne préconise en aucun cas de rééditer à l'identique aux régionales de ce que nous avons fait, dans un tout autre cadre, avec le Front de gauche pour une autre Europe. Mais tout biffer, sinon dans les mots (les coups de chapeau, ça ne mange pas de pain), mais dans les actes me semblerait suicidaire. Là encore, je rejoins Jean-Pierre. Elargir le Front de gauche ne signifie pas mettre sur la touche ceux avec lesquels nous avons, Gérard Lahellec en tête, mené une si belle campagne européenne et peut-être semé plus de graines que nous croyons. Sur ce point, la charge contre nos partenaires du Front de gauche dans le texte préparé par Gérard Lahellec ne laisse hélas que peu de place à l'équivoque. Va-t-on leur dire : « mes cocos, vous êtes gentils ; on a fait front avec vous pour sauver nos deux députés européens sor-

tant (vous n'avez pas été perdants) ; mais maintenant, dans la même logique, nous allons à la combinaison la plus sûre pour récupérer nos huit conseiller régionaux ». Je ne doute pas que certains camarades dans le Parti ne trouvent rien à redire à ce type de raisonnement (je les mets au défi de les exprimer dans le réunions que nous ne manquerons pas de tenir). Je ne me place pas du tout sur un plan moral (la guerre de classe a ses rigueurs). Je sais seulement combien ce cynisme à courte vue a coûté au Parti. Notre seule chance, le vrai réalisme c'est la fidélité ostensible à notre idéal, et la conformité de nos actes avec nos paroles.

Mis en forme

Mis en forme

Mis en forme

- Je le répète, mon siège n'est pas fait. Les choses bougent au niveau national, et peut-être au niveau régional. Où en serons-nous en novembre ou décembre avec le PS et nos autres partenaires de gauche et, clé de tout, dans le pays ? Est-il d'ores et déjà inenvisageable d'aboutir à une plate forme où, évidemment, nous ne retrouverions pas tout ce que nous souhaitons, mais suffisamment offensive et claire pour qu'on puisse la défendre en étant à l'aise dans nos baskets ? Cela suppose que nous ne fassions pas comme si tout était acquis, que nous ne donnions pas le sentiment de n'avoir aucune solution alternative, et que, dans les discussions et leur expression publique nous mettions la barre à la hauteur qui faut, pas plus, mais pas moins. Cela ne supprimerait pas l'absolue nécessité d'une campagne du parti sur ses propres bases. Il est trop tôt pour décider. Qu'on se soit cru autorisé à le faire unilatéralement dans un texte daté du 21 août est tout de même dur à déglutir.

Mis en forme

Mis en forme

Mis en forme

**Sur la démocratie dans le Parti.**

- Je ne suis pas le seul à avoir réagi négativement à cette démarche (c'est un euphémisme). Si le texte envoyé aux sections et préfacé par Gérard s'était présenté comme une contribution personnelle, aucun problème, au contraire, c'est un très bon texte. Mais, rédigé en vue des rencontres d'été du PCF en Bretagne (lesquelles ne sont ni représentatives ni décisionnelles), il y est indiqué (page 1, alinéa 3) : « Le présent document constitue le point de départ de la construction politique que les communistes entendent mettre en débat dans la perspective de ces élections ». On ne peut être plus clair.

- Ce texte a été rédigé avant le CN et l'appropriation de son contenu par les communistes. Il est donné comme définissant la ligne des communistes bretons avant même que ces derniers l'aient lu et discuté. Rédigé avant le CN, sa cohérence avec les orientations décidées nationalement fait plus que problème sur des points essentiels. Comment ne pas interpréter sa diffusion immédiate comme la volonté de prendre de vitesse le CN et la discussion que ce dernier devait normalement susciter ? Allons-nous continuer avec les directions-écran que j'avais évoquées au dernier Conseil départemental, trop gentiment peut être pour être tout à fait clair ? Je ne dis pas que telle était l'intention de ceux qui ont été à la manœuvre (je n'ai pas la faculté de sonder le reins et les cœurs). Mais ce qui compte, ce n'est pas ce qu'on veut ou pense faire ; c'est la façon dont le reçoivent ceux auxquels on s'adresse, en l'espèce des communistes hypersensibles car souvent échaudés. La direction issue de notre dernier Congrès départemental a largement confirmé les espoirs que nous mettions en elle. Le débat sans tabou ni a priori semble s'engager. On a *Changer de Cap*. On peut rattraper le coup.

Mis en forme

Mis en forme

- Citons pour finir la conclusion de Pierre Laurent au CN (une fois n'est pas coutume) : « Le temps viendra de nos décisions. Elles appartiendront de toute façon aux communistes à travers les conférences régionales (...). Une chose est sûre : tout doit être mis dès maintenant entre les mains des adhérents. Ce n'est pas une affaire de spécialistes, c'est l'affaire de tous, élus et militants ». Tout le problème, c'est de s'assurer que les conférences régionales expriment bien le point de vue majoritaire de leurs mandants. Le plus sûr (car rien n'est évident en la matière) serait de les consulter, en respectant les statuts mais sans s'y enfermer. Nous participons à une « votation citoyenne » sur la poste. Pourquoi pas dans le Parti, sur un sujet aussi sensible ? Ou alors, tout ce que nous disons depuis des années sur « rendre les communistes maîtres de leur parti » serait paroles verbales... Beau moyen pour y faire affluer des forces jeunes !

Mis en forme

Mis en forme

Mis en forme